

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 29/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS PARC EOLIEN MAS DE NAI**

43, boulevard des Bouvets  
92000 Nanterre

Références : UD34/H5/RF/2024/062  
Code AIOT : 0006605698

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement SAS PARC EOLIEN MAS DE NAI implanté Mas de Naï Combe Caude 34650 Joncels. L'inspection a été annoncée le 22/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS PARC EOLIEN MAS DE NAI
- Mas de Naï Combe Caude 34650 Joncels
- Code AIOT : 0006605698
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien est constitué de 14 éoliennes de 84 m de hauteur en bout de pale, 26 m de garde au sol et de puissance unitaire 0,85 MW soit au total 11,9 MW. Les éoliennes sont positionnées sous la forme de 2 lignes espacées de 630 m suivant les 2 lignes de crêtes du relief. En termes d'impact, il faut signaler la mortalité d'un Aigle royal en 2017 et 2 vautours fauves en 2021.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Registre de maintenance - Vérification du respect de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
5	Contrôles visuels	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 - II.	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Demande d'action corrective	2 mois
9	SDA - Vérification du respect de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Bridage chiroptère	AP Complémentaire du 06/08/2018, article 2.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déchets Vérification des mesures mises en place suite inspection 2021	Lettre du 31/08/2023	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Maintenance et registre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
6	Bilan des dysfonctionne	AP Complémentaire du 06/08/2018,	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	ments mineurs	article 2.1.1		
7	Brides de fixation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 - I.	/	Sans objet
11	Suivi spécifique Aigle royal	AP Complémentaire du 06/08/2018, article 2.3.3	/	Sans objet
12	Accès éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
13	Dispositions constructives - voies d'accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	/	Sans objet
14	Intérieur éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été relevé de nombreuses non-conformités durant cette inspection, notamment en l'absence de transmission de documents clairs et compréhensibles permettant de vérifier les affirmations de l'exploitant, en particulier sur la gestion de la maintenance.

De plus, il est demandé à l'exploitant de justifier rapidement le devenir du lot de déchets envoyé par l'exploitant début 2024 et non réceptionné par l'Installation de stockage de déchets dangereux (ISDD).

Enfin, au regard de l'absence de mise en œuvre complète du registre demandé par l'article 19 de l'arrêté ministériel et l'arrêté préfectoral de mise en demeure de 2021, et en l'absence de justification rapide de l'évolution du registre, il sera proposé un arrêté préfectoral de consignation.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets Vérification des mesures mises en place suite inspection 2021

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 31/08/2023
<b>Thème(s) :</b> Autre, Observation 9 du rapport de l'inspection du 26/07/23 (gestion des déchets)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/07/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 16/10/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Rappel de l'observation formulée en 2023:</u>

<p>L'exploitant indique ne pas avoir trouvé de moyen pour interdire efficacement l'accès au conteneur à déchets étant donné que le site est très isolé, et qu'il est très difficile d'empêcher les intrusions, même au moyen de cadenas, pour des personnes à la recherche de matériel de valeur. L'inspection estime qu'il est tout de même souhaitable de rétablir une fermeture sécurisée, éventuellement en affichant sur la porte du conteneur qu'il est ne contient que des déchets et aucun matériel de valeur.</p> <p>Enfin, il a été a nouveau constaté lors de la visite sur site, la présence de bidons de produits liquides placés hors rétention dans le conteneur à déchets. A défaut de remise sous 15 jours de justificatif sur les dispositions techniques et organisationnelles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le conteneur à déchets présent sur site était correctement fermé à clé. L'intérieur a été vérifié et est propre. Les déchets sont correctement triés et sur rétention.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Gestion des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société exploitante du parc éolien est bien enregistrée et utilise correctement TrackDéchets. Les BSD sont correctement remplis. 4 Bordereaux de suivi des déchets (BSD) ont été correctement renseignés dans le registre. Cependant, un lot de déchets a fait l'objet d'un BSD émis le 23/01/2024, mais n'a pas été réceptionné par ORTEC. En l'absence d'explications de l'exploitant, il est demandé à l'exploitant de régulariser la gestion des déchets et de fournir sous 2 mois un justificatif sur la gestion de ce lot de déchets. De plus, l'arrêté préfectoral de l'installation de stockage de déchets dangereux (ISDD) n'a pas été fourni par l'exploitant, celui-ci devra être transmis à l'inspection sous 2 mois.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit pouvoir fournir l'arrêté préfectoral de l'ISDD réceptionnant les déchets. L'exploitant doit apporter des justifications sous 2 mois concernant la gestion de lot de déchets sous 2 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 3 : Registre de maintenance - Vérification du respect de la mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Respect de l'article 19 de l'AM du 26 août 2011 (registre de maintenance)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/07/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 02/11/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans un délai d'un mois, mettre en place un registre recensant l'ensemble des opérations de maintenance qui ont été effectuées sur chaque éolienne (en lien avec le système DTBird et le visibilimètre), leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées. Ces éléments doivent reprendre à minima les opérations et fréquence prévues par les manuels d'utilisation (visibilimètre....)
<b>Constats :</b>  <u>Rappel du constat effectué lors de l'inspection de 2023:</u> Les registres de maintenance du visibilimètre et du SDA, contrôlés lors de l'inspection, sont à adapter pour faire apparaître distinctement d'une part la date des opérations de maintenance effectivement réalisées, et d'autre part la date d'échéance de la programmation des maintenances à venir.  De plus, l'inspection demande à ce que la consigne de maintenance du visibilimètre intègre un contrôle de la calibration de l'appareil, afin d'assurer le maintien dans le temps de la distance minimale de détection (en dessous de laquelle le parc se met automatiquement l'arrêt). Le cas échéant l'exploitant devra justifier de l'absence d'un tel risque de déréglage de calibration de

<p>l'instrument.</p> <p><u>Constats effectués lors de la présente inspection:</u></p> <p>Les constats de l'inspection de 2023 sont toujours valables : le registre n'intègre pas encore les opérations de maintenance du SDA et du visibilimètre ni leur programmation.</p> <p>L'exploitant a indiqué lors de la visite d'inspection que les points de contrôle liés au SDA et au visibilimètre seraient prochainement intégrés dans l'outil de suivi des maintenances.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit fournir sous 2 mois les justificatifs démontrant la pleine intégration de ces opérations dans le registre de maintenance.</p> <p>A défaut et au regard de la prescription de l'arrêté préfectoral de mise en demeure de 2021, il sera proposé un arrêté préfectoral de consignation tant que cette prescription n'aura pas été respectée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 4 : Maintenance et registre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance et registre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le manuel de maintenance a bien été transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le registre a bien été transmis à l'inspection: il comprend les opérations de maintenance réalisées. Il correspond à l'agrégation des informations transmises par l'exploitant. Toutefois le tri du fichier est malaisé à comprendre. Les opérations réalisées sont difficiles à voir avec les commentaires sur les opérations réalisées qui sont souvent tronqués. Il est aussi difficile de distinguer incident et opérations préventives ou correctives, car l'exploitant ne réalise pas de catégorisation des opérations.</p> <p>Pour les contrôles de maintenance, un outil est en cours de développement : BluePoint. Il permet de suivre les dates et les opérations de maintenance régulières.</p> <p>Une nouvelle plateforme est en train d'être mise en place pour les contrôles réglementaires : NATHYSLOG. Pour l'instant, l'exploitant n'a pas mis en place de synchronisation entre les outils</p>

d'ENERCON et les outils de suivi internes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Contrôles visuels**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 - II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel
<b>Prescription contrôlée :</b>  Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Selon l'exploitant, des contrôles spécifiques sont effectués par le maintenancier tous les 6 mois au moyen de drones. Les rapports de contrôle du 1 <sup>er</sup> semestre 2024 n'ont pas été transmis à l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 2 mois les rapports de contrôle visuels des pales réalisés par le maintenancier.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Bilan des dysfonctionnements mineurs**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/08/2018, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bilan des dysfonctionnements mineurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/07/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 02/11/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant s'assure par une organisation optimale et des contrôles périodiques appropriés et préventifs du bon état de fonctionnement des dispositifs de détection et d'asservissement. Tout dysfonctionnement de ces dispositifs conduit à l'arrêt immédiat des éoliennes concernées. Dans ce dernier cas, la remise en route des éoliennes s'effectue après transmission à l'inspection des



installations classées d'élément justifiant la suppression du dysfonctionnement. Le fonctionnement de ce système, les seuils d'effarouchement et de mise à l'arrêt des éoliennes ainsi que les modalités de maintenance sont précisés dans un ensemble de procédures et de consignes écrites tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant justifie du respect des prescriptions du présent article, qui devront être mises en œuvre dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a correctement transmis les informations relatives aux dysfonctionnements mineurs ayant eu lieu en 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Brides de fixation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 - I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Brides de fixation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
<b>Constats :</b>  Les derniers contrôles des brides de fixation ont été réalisés en 2022. Les rapports de contrôles ont bien été transmis et n'ont pas fait état d'anomalies. Les prochains contrôles sont prévus en 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : OREOL

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, OREOL
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>• l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>• la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> </ul>

- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

**Constats :**

L'exploitant a correctement déclaré les informations relatives à son parc éolien sur OREOL.  
En revanche, les noms des éoliennes écrits sur les mâts ne correspondent pas aux noms renseignés sur OREOL.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra mettre en cohérence les noms des éoliennes renseignés sur OREOL avec ceux inscrits sur les mâts.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 9 : SDA - Vérification du respect de la mise en demeure**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 17/11/2021, article 1

**Thème(s) :** Autre, Respect de l'article 2.1.1 de l'APC du 6 août 2018

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 02/11/2023

**Prescription contrôlée :**

Rappel de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17/11/21:

La SAS Parc éolien Mas de Naï [...] est mise en demeure de respecter [...] dans un délai de 3 mois [...] l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2018-I885 du 06/08/18.

Dans le cas où le système actuel DT Bird mis en place ne puisse pas répondre à l'objectif d'efficacité défini ci-dessus (seuil de mise à l'arrêt non adapté), une amélioration du dispositif existant ou un nouveau système de réduction devra être mis en place afin de répondre aux objectifs de l'article 2.1.1.

Rappel de l'article 2.1.1 de l'APC de 2018:

Régulation des éoliennes par système de détection et d'effarouchement

Chaque éolienne est équipée d'un système efficace de détection d'oiseau, couvrant l'ensemble des abords du mât et dans le champ complet de rotation des pales des éoliennes sur 360° (vision artificielle ou autre technique disponible). Ce système est asservi à des fonctions d'effarouchement sonore et de mise à l'arrêt.

L'exploitant justifie :

- que le dispositif choisi couvre l'ensemble des abords du mât et des pales des éoliennes sur 360°,
- que les seuils d'effarouchement et de mise à l'arrêt retenu sont adaptés.

L'exploitant s'assure par une organisation optimale et des contrôles périodiques appropriés et préventifs du bon état de fonctionnement des dispositifs de détection et d'asservissement. Tout dysfonctionnement de ces dispositifs conduit à l'arrêt immédiat des éoliennes concernées. Dans ce dernier cas, la remise en route des éoliennes s'effectue après transmission à l'inspection des installations classées d'élément justifiant la suppression du dysfonctionnement.

Le fonctionnement de ce système, les seuils d'effarouchement et de mise à l'arrêt des éoliennes ainsi que les modalités de maintenance sont précisées dans un ensemble de procédures et de consignes écrites tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. /.../

**Constats :**

Conformément aux demandes de l'inspection des installations classées, la distance de détection a été augmentée, et un justificatif de BiodivWind a bien été transmis à l'inspection des installations classées.

Il n'a pas pu être vérifié que le SDA a fonctionné correctement en l'absence de documents de l'exploitant sur la correspondance des arrêts.

Le visibilimètre a bien arrêté régulièrement les machines. Par contre, le rapport certifiant du recalibrage annuel du visibilimètre à transmettre n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le registre des demandes d'arrêts du SDA, afin de pouvoir vérifier la cohérence avec le registre du SCADA, sous 2 mois.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 2 mois le rapport de recalibrage du visibilimètre (distance de vérification : 2000 m).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 10 : Bridage chiroptère**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/08/2018, article 2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bridage chiroptère

**Prescription contrôlée :**

Les éoliennes sont équipées d'un système de modulation des machines permettant un arrêt des éoliennes dans des conditions de vent inférieures à 6m/s et de température supérieure à 10°C pendant la nuit, entre 1 heure avant le coucher du soleil et 1 heure après le lever du soleil, pendant la période du 1er mars jusqu'au 31 octobre.

Un suivi automatisé fixé à une hauteur adaptée, couplé à des écoutes simultanées au sol (en continu ou par échantillonnage), permettant de déterminer précisément l'activité des chiroptères sur le site, les vitesses de vent et les créneaux horaires et les périodes à retenir pour la programmation spécifique du bridage des éoliennes est mis en place dès la première période de fonctionnement allant du 1er mars au 31 octobre. Ce suivi, sur une période minimale de 3 ans,

permet d'ajuster les modalités de bridage pré-cité après validation par l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le registre des arrêts du SCADA n'a pas pu permettre de vérifier pleinement la bonne application du bridage, en l'absence de certaines données. Par sondage sur les données présentes, il n'a pas été constaté d'anomalie dans le respect du paramétrage du bridage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de fournir un graphique avec la correspondance entre les paramètres de régulation du bridage chiroptères avec les arrêts réels des éoliennes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 11 : Suivi spécifique Aigle royal**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/08/2018, article 2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi aigle royal
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Outre les suivis prévus par les articles 2.1.3 et 2.1.4 du présent arrêté, un suivi spécifique des aigles royaux présents dans le secteur est assuré par l'exploitant.</p> <p>Ce suivi est réalisé, conformément aux protocoles nationaux établis et validés par les associations de protection de la nature et les syndicats professionnels lorsqu'ils existent. Ce protocole est soumis à l'inspection des installations classées pour validation.</p> <p>Ce suivi est mis en place pendant les cinq années de fonctionnement de l'installation à compter de la notification du présent arrêté. Ils doivent couvrir un cycle biologique annuel, suivant une fréquence adaptée. Ils s'appuient sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des techniques d'inventaires spécifiques tel que la télémétrie ou le radar,</li> <li>- des observations de terrain avec un minimum de 5 jours par saison (soit 20 jours en privilégiant les périodes de migration si utilisation du radar) à hauteur d'une semaine minimum par saison sur les années de suivi.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie des démarches entreprises pour obtenir les données télémétriques du programme porté par le CRPBO et le Muséum d'Histoire Naturelle de Paris intitulé « Étude de la dynamique de population et la sélection de l'habitat chez l'aigle royal dans le Massif Central ».</p> <p>Un bilan annuel du suivi spécifique des aigles royaux de l'année N comprenant notamment une analyse des résultats est transmis à l'inspection des installations classées avant le 31 mars de l'année N+1.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Le suivi spécifique de l'Aigle Royal a été réalisé, et il montre l'établissement d'un nouveau mâle dans la zone. Il montre aussi qu'il n'y a pas eu de mortalité constatée.</p> <p>Les conclusions du rapport de suivi sont les suivantes :</p> <p>« D'une façon générale, les observations sont assez comparables entre l'état initial de 2004 et les</p>

suivis post-implantation réalisés plus de 19 ans plus tard (2023). Plus qu'un effet évident du parc éolien sur les populations, leur répartition ou leurs comportements, les disparités interannuelles semblent plus provenir de biais d'aires de prospection entre les deux campagnes de suivi, d'une évolution nationale et internationale des effectifs et de la répartition des espèces, ou encore d'autres facteurs d'influence interannuels (climatiques notamment) induisant une certaine difficulté de comparaison objective et précise.

Après la mort du mâle du couple d'aigles de l'Escandorgue, un nouveau mâle est arrivé et un nouveau couple s'est ainsi formé. Ils ont tenté de se reproduire, mais il semblerait que ce soit un échec pour cette année 2023.

L'utilisation du secteur par le nouveau couple semble assez similaire à celle des années précédentes, avec des déplacements essentiellement dans le cœur du domaine vital et la tentative de reproduction dans un nid utilisé ces dernières années avec l'ancien mâle. L'échec de la reproduction peut s'expliquer par différents facteurs tels que le manque d'expérience du nouveau mâle, un dérangement, etc.»

Il est à noter par ailleurs la conclusion du rapport sur les vautours qui fréquentent la zone :

"Les vautours sont de plus en plus nombreux au niveau du parc éolien et ses alentours au fil des années. Ils semblent utiliser la plupart des vallées du secteur pour se déplacer et utiliser les zones de prises d'ascendances. La localisation de ces dernières dépend de la provenance du vent, elles sont situées sur les coteaux les mieux exposés. La présence de placettes d'alimentation, implantées en 2017 puis 2019, au sud du domaine vital des deux espèces de vautours (Vautour fauve et Vautour moine) amène certainement les individus dans des secteurs où ils se seraient moins déplacés. »

Enfin, l'exploitant a indiqué qu'un suivi spécifique de l'Aigle Royal avait été réalisé en 2024, mais qu'aucun suivi n'est prévu pour 2025, en conformité avec les prescriptions de l'APC de 2018.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 12 : Accès éoliennes

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accès aux éoliennes

**Prescription contrôlée :**

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

**Constats :**

Il a été constaté que les accès des éoliennes E11 et E13 étaient correctement fermés à clé, ainsi que l'accès au poste de livraison.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 13 : Dispositions constructives - voies d'accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Voie d'accès
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté que les voies d'accès au parc éolien et aux plateformes des éoliennes sont correctement entretenues et carrossables.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Intérieur éoliennes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Intérieur des éoliennes
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté que l'intérieur de l'éolienne E13 était propre et ne contenait pas de matériaux combustibles ou inflammables.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite